BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 972

69 – RHÔNE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON

Ventes et cessions

957 521 156 RCS Lyon.
ROBATEL.
Forme : Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.
Capital : 2332000.00 EUR.
Adresse : 12, Rue De Genève, 69740 Genas.
Oppositions : Art. L.236-14 du code de commerce.
Commentaires : ROBATEL Société anonyme au capital de 2.332.000 EUR Siège social à GENAS (Rhône), 12 rue de Genève 957 521 156 RCS LYON AVIS DE PROJET DE FUSION D'un projet de contrat de fusion sous seings privés en date du 3 novembre 2022, déposé le 9 novembre 2022, au greffe du Tribunal de commerce de LYON pour chacune des sociétés, il résulte que la société ROBATEL ENTREPRISES, société par actions simplifiée au capital de 37.000 €, dont le siège social est situé à GENAS (69740), rue de Genève, et dont le numéro unique d'identification est 509 516 647 RCS LYON se propose de fusionner avec la société ROBATEL, par voie d'absorption par cette dernière. La société ROBATEL ENTREPRISES ferait apport à la société ROBATEL, de la totalité de son actif évalué à 442.271 € contre la prise en charge de l'intégralité de son passif s'élevant à 372.587 €, soit un apport net de 69.684 €. La société ROBATEL étant propriétaire de la totalité des actions composant le capital de la société ROBATEL ENTREPRISES, il ne serait pas procédé à l'échange d'actions ROBATEL ENTREPRISES contre des actions ROBATEL, en sorte que cette fusion absorption serait réalisée sans augmentation de capital. Les créanciers des sociétés parties à cette opération, dont la créance est antérieure au présent avis, peuvent former opposition à cette fusion dans les conditions et délais prévus par les articles L.236-14 et R.236-8 du Code de commerce. Pour avis..